Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN

unité

Spécial élections

No 10
Octobre 2018

Conseil central du Montréal métropolitain CSN
unité spécial élections

Responsable : Manon Perron

Coordination :
Jean-François Coutu

Photos: Jean-François Coutu

Montage : Isabelle Cauchon

Correction des textes :
Michèle Delsemme

Pour abonnement :
receptionccmm@csn.qc.ca
Téléphone : 514 598-2021

À l'agenda

Octobre

3
Assemblée générale

1-2
Délégué syndical

4-5
Initiation à la santé sécurité au travail

4-5 / 25-26
SGS logiciel de trésorerie

9-10-11 / 22-23-24
Exécutif syndical I

15-16
Comité de surveillance

16-17
Suivi dossier victime de lésion professionnelle

18-19
Mobilisation

19
Secrétariat

25
Réseau d'entraide 1

29-30
Trésorerie

31
Accidents et maladies du travail

Pour toutes les formations à venir, consultez le https://www.ccmm-csn.qc.ca/formations

Mot de l'exécutif

Voir loin, viser juste vers le scrutin du 1er octobre

Fidèle à sa tradition, le Conseil central du Montréal métropolitain–CSN s'est invité au débat électoral. En mai dernier, nous avons opté pour porter la plateforme de la CSN *Voir loin, viser juste* dans sa globalité. Pour ce faire, nous avons organisé et participé à une série de débats électoraux. Nous avons appuyé une déclaration de la Coalition Main rouge pour faire valoir des solutions fiscales permettant de préserver et améliorer les services publics. Nous avons invité nos membres et la population à exercer leur droit de vote, à prendre activement part à la campagne électorale et à voter pour des candidatures progressistes.

Le 19 septembre dernier lors d'une assemblée d'information, nous avons rencontré des candidates et candidats. Nous avions invité le PLQ, le PQ, la CAQ, QS, le PVQ et le NPD Québec à rencontrer nos membres. Le PLQ et la CAQ ont décliné notre invitation. Nos membres ont ainsi pu poser des questions au nom de leur syndicat. Dans un contexte où beaucoup d'électrices et d'électeurs sont indécis à l'aube du scrutin, il nous semblait important que nos membres exercent leur droit de vote de façon avisée et critique par rapport aux promesses qui se multiplient.
Dans cette campagne, le PLQ tente de faire oublier les politiques austéritaires qui ont caractérisé son mandat en promettant un réinvestissement et diverses mesures sociales. La CAQ souhaite poursuivre dans la voie de l'austérité en proposant de supprimer 5 000 postes dans la fonction publique et de baisser les impôts, ce qui profitera aux plus riches de la société. Aussi, la CAQ a tenté d'instrumentaliser la question de l'immigration en promettant d'en baisser les seuils, sachant que ce sujet polarise l'électorat. Depuis, François Legault, a fait la démonstration qu'il ne maîtrise pas ce sujet. D'ailleurs, le parti perd des intentions de vote. La population n'est pas dupe devant ce genre de tactiques. Cette façon de faire a pour effet d'éviter les vrais enjeux d'intégration au travail, de francisation et de reconnaissance des diplômes alors qu'ils font largement consensus dans la société québécoise. En suscitant la controverse, on détourne l'attention de l'électorat des autres enjeux importants, particulièrement celui de la protection des services publics. On néglige d'aborder les problèmes de l'accessibilité et de la qualité des services publics en santé et services sociaux ainsi qu'en éducation. Enfin, le débat sur l'immigration a permis d'aborder le sujet de la rareté de la main-d'œuvre sans toutefois que les partis ne se prononcent sur la qualité des emplois.

La question nationale n'étant pas un enjeu prioritaire de cette élection, la joute électorale se fait entre la droite et la gauche politique. Québec solidaire a été le premier parti à se prononcer sur l'importance de l'environnement, notamment en promettant d'investir significativement dans le transport collectif. Bien que jugé irréaliste par les courants néolibéraux, son programme sur le sujet est cohérent et bien documenté. Nul ne peut contester l'urgence d'agir en matière de changements climatiques, il en va de l'avenir de l'humanité. De manière générale, QS se démarque sans complexe à gauche de l'échiquier politique. Le Parti québécois, quant à lui, tente de marquer des points en proposant des mesures sociales axées sur les jeunes familles. Ces positions tranchent avec les tergiversations auxquelles le PQ nous a habitués ces dernières années.

Chose certaine, la population souhaite du changement, ce qui est bien normal après la période d'austérité que nous avons traversée. Toutefois, au conseil central, nous sommes fermement convaincus que ce changement doit répondre aux orientations de la plateforme *Voir loin, visez juste* et contribuer à la lutte contre le néolibéralisme.

Période de questions - Assemblée d'information

La période de questions a permis aux candidats Alex Tyrrel, du Parti Vert du Québec, Thierry Gervais, du Nouveau Parti démocratique du Québec, Karl Dugal, du Parti québécois et Simon Tremblay-Pepin, de Québec solidaire, d'aborder de nombreux sujets en lien avec nos revendications. Vous trouverez ci-dessous une synthèse des réponses des candidats à presque toutes les questions qui ont été posées. Malheureusement, nous ne pouvons rendre compte ici du détail de toutes leurs réponses et nous vous invitons à consulter les programmes des partis pour connaître leurs positions, entre autres sur la question du salaire minimum à 15 $.

Comment enseigner l'environnement, l'histoire et la géographie de façon à préparer la population à la transition écologique et à l'arrivée de très nombreux réfugiés climatiques ? - Alain Gerbier

Tous les partis considèrent que l'enseignement de l'histoire est primordial, le parti vert insistant sur l'importance de traiter de l'histoire des Premières Nations. Le NPDQ pour sa part insiste sur l'importance de l'éducation populaire et le rôle des régions dans l'accueil des réfugié-es. Pour le PQ l'enseignement de l'histoire a toujours été une priorité, mais le parti n'a pas de position spécifique dans sa plateforme sur la crise climatique. QS souligne que des transferts massifs de population en lien avec les changements climatiques s'en viennent, et qu'il faut s'y préparer.

La formule de financement des universités encourage la compétition entre celles-ci. Qu'allez-vous changer dans la formule de financement pour mettre fin à cette compétition ? - Marie Blais

Les candidats soulignent que la question est trop technique pour qu'on puisse y répondre en une minute. Par contre, ils s'entendent pour dire que la formule de financement doit être revue. Le PQ a l'intention de soumettre l'ensemble des universités à l'examen de la vérificatrice générale. QS mentionne que la logique de compétition entre les universités pose problème, et qu'il faut faire cesser les incitatifs financiers qui l'entretiennent. Le NPDQ affirme que tous les étudiants doivent être traités de la même manière, étrangers ou non.

Quelles mesures allez-vous mettre en place pour assurer l'intégration des immigrants à la société québécoise et au français, en particulier pour les femmes ? - Rama Diallo

Pour le Parti Vert, l'immigration ne doit pas être considérée d'un point de vue uniquement économique, mais humanitaire.

Le PQ a plusieurs mesures concrètes dans son programme, dont les CV anonymes, le retrait de l'exigence d'expérience canadienne, la lutte contre la discrimination à l'embauche, etc.

Selon QS, la fonction publique ne fait pas l'effort nécessaire en termes d'embauche de personnes racisées : il faut atteindre le seuil de représentation par des quotas.

Pour le NPDQ, le Québec a besoin d'immigration pour des raisons démographiques, économiques et sociales. On intègre les immigrants par la langue et la diversité culturelle.

Quels sont les avantages du revenu minimum garanti (RMG) ? Comment l'implémenter ? - Benjamin Dufesne

Le PQ n'a rien à ce sujet dans sa plateforme. QS propose un projet pilote dans un premier mandat qui vise tout le monde, tandis que le NPDQ propose son implantation graduelle en éliminant en parallèle certaines prestations sociales qui y seraient incluses. Le Parti Vert est fortement en faveur du RMG et a un plan chiffré à ce sujet dans son programme.

Période de questions - Assemblée d'information

Comment aller chercher les revenus pour financer vos promesses électorales en conciliant la répartition de la richesse et la justice sociale ? - Charles Sainte-Marie

QS met de l'avant 12 mesures chiffrées qui permettraient d'aller récupérer près de 13 milliards de dollars, dont des redevances sur les ressources naturelles et l'eau, la création de Pharma-Québec, et la réforme fiscale. Sans être aussi précis, le Parti Vert abonde dans le même sens en ajoutant la taxe carbone. Le PQ mise aussi sur la lutte aux paradis fiscaux et met l'accent sur une taxe « glouton » sur le salaire des hauts dirigeants. Le NPDQ affirme qu'il faut générer de la croissance pour espérer faire des revenus.

Que voulez-vous faire pour l'avenir des commissions scolaires ? Comment assurer la pérennité des services professionnels et de soutien ? - Martin Renaud

Tous les partis souhaitent le maintien des commissions scolaires, avec quelques nuances : le Parti Vert souhaite limiter le droit de vote et l'éligibilité aux élections scolaires au personnel des écoles et aux parents. Le PQ met de l'avant une loi bouclier pour assurer un financement minimum des établissements. QS propose la fin du financement des écoles privées, et une réflexion plus large avec le milieu pour préserver la démocratie scolaire. Pour le NPDQ l'argent public investi en éducation doit aller à l'école publique à 100 %.

Si vous êtes élus, allez-vous ouvrir les contrats en PPP en santé et en éducation ? - Arianne Carmel-Pelosse

Tous s'entendent pour contrer la privatisation. Seul Québec solidaire compte rouvrir les contrats en PPP. Pour sa part, le NPDQ s'interroge sur la capacité financière du gouvernement d'agir sans avoir recours aux PPP.

Beaucoup de promesses exigent beaucoup d'argent. Quelles seraient vos politiques de lutte aux paradis fiscaux pour récupérer des fonds ? - Patrice Benoît

Tous conviennent que c'est un problème difficile à régler comme province dans le cadre fédéral. QS et le PQ soulignent que l'indépendance du Québec faciliterait ce travail. Cela permettrait de ne plus se plier aux conventions fiscales signées par le Canada, entre autres sur la non double imposition. Le NPDQ propose plus de personnel à Revenu Québec et une meilleure collaboration avec l'Agence du revenu du Canada.

Les délégué-es présents à l'assemblée ont tenu à remercier les candidats qui se sont prêtés à l'exercice. D'ailleurs, les programmes électoraux des partis qui étaient présents ce soir seront accessibles sur notre page Web. Le comité exécutif du CCMM–CSN salue la qualité des questions posées par les membres. Par ailleurs, l'assemblée a tenu à dénoncer le Parti libéral et la Coalition avenir Québec, qui ont refusé de participer à cet exercice démocratique. Nous espérons que cette soirée aura permis aux personnes présentes de s'approprier les enjeux et les positions des différents partis afin d'exercer leur droit de vote de manière éclairée.